

Economistes, sans parti pris idéologique, nous soutenons Sarkozy

Le Monde, 3 mai 2012

Par Bernard Belloc, Marc Ivaldi, Philippe Mongin, Philippe Trainar, etc...

Depuis 2007, grâce à Nicolas Sarkozy et François Fillon, la réforme a cessé d'être un slogan vide comme elle l'a été trop longtemps par le passé.

Du quinquennat écoulé, nous retiendrons particulièrement les dispositions sur les retraites, qui enregistrent cette évidence que le régime des pensions doit s'ajuster à l'espérance de vie ; la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, qui confère aux universités l'autonomie dont jouissaient déjà les collectivités locales et les entreprises publiques ; l'instauration du revenu de solidarité active, qui améliore un système d'allocations foisonnant et désincitatif ; ces autres simplifications nécessaires qu'apportent les nouvelles cartes judiciaire et militaire ; la modernisation du service public grâce à des fonctionnaires un peu moins nombreux mais mieux rémunérés ; la loi Hadopi contre le téléchargement illégal, imparfaite mais préférable au statu quo.

La politique de la demande, chérie des politiques malgré son inefficacité aux yeux des experts, a été enfin rétrogradée derrière la politique de l'offre, et le soutien aux entreprises s'est traduit de nombreuses manières : abolition de la taxe professionnelle, extension du crédit d'impôt recherche, assouplissement relatif du contrat de travail, investissements du grand emprunt, statut de l'autoentrepreneur, sans parler des abaissements de charges maintenus pour compenser l'effet destructeur des 35 heures.

La transparence de la politique économique a bénéficié du renforcement constitutionnel du parlementarisme et de gestes courageux, comme l'abandon de la présidence de la commission des finances à l'Assemblée nationale ou la nomination d'un opposant à la tête de la Cour des comptes.

Certes, le bilan reste en deçà des plus hautes espérances. Nous regrettons que la suppression des niches fiscales et l'instauration de la TVA sociale interviennent si tard, que la réduction des déficits publics soit trop confinée à l'Etat central, alors que la gabegie des dépenses de santé perdure et que les collectivités locales maintiennent une gestion dispendieuse.

Nous déplorons que la pédagogie des réformes ait été imparfaite, notamment parce qu'elles ne se sont pas inscrites dans un plan d'ensemble annoncé. Mais, après des décennies perdues, il faut savoir gré à Nicolas Sarkozy et François Fillon d'en avoir mené autant de front. Il nous semble indiscutable que la France de 2012 est beaucoup mieux adaptée que celle de 2007 aux exigences de la construction européenne et de la mondialisation.

Ce résultat est d'autant plus impressionnant que la crise a sévèrement limité les marges de manoeuvre. D'autres auraient abandonné les politiques structurelles pour ne s'occuper que de conjoncture, et il n'est pas clair qu'ils auraient fait mieux dans cet ordre : le taux de chômage français était en 2007 supérieur de 0,9 % à celui de la zone euro ; en 2012, il lui est de 0,8 % inférieur.

Un bilan n'est pas tout, et les choix électoraux se font aussi d'après les perspectives. Diminuée par la crise, la France a plus que jamais besoin de réformes pour respecter la discipline de l'euro et affronter la concurrence mondiale, et elle doit choisir le candidat qui saura le mieux les conduire tout en étant capable d'affronter de nouveaux paroxysmes.

Le programme du candidat socialiste François Hollande fait sans doute preuve d'une certaine retenue. Il a multiplié les générosités en direction de ses clientèles - titulaires du smic, automobilistes, enseignants, fonctionnaires - mais bien qu'elles nous semblent déplacées, nous n'en faisons pas le centre de notre critique. Nous prenons acte de son engagement, au moins nominal, sur un échéancier de réduction des déficits publics et de l'annonce discrète qu'il ne reviendrait pas sur toutes les réformes effectuées depuis 2007 (mais malheureusement sur la TVA sociale et la loi sur les retraites, avec un coût élevé pour les entreprises dans les deux cas).

Les perspectives ouvertes par M. Sarkozy nous impressionnent beaucoup plus favorablement. Lui aussi consent des libéralités, mais elles restent mesurées et, pour réduire les déficits, il ose faire porter l'effort jusqu'à deux tiers sur les dépenses publiques, alors que son rival, fidèle au programme du Parti socialiste, ne sollicite guère que les prélèvements.

Il s'en prend même, encore que trop vaguement selon nous, à ces deux vaches sacrées que sont l'assurance-maladie et les collectivités territoriales. Il veut continuer à faire baisser les charges salariales de façon plus convaincante que par le moyen douteux du contrat de génération. Enfin, il promet d'autres réformes indispensables de l'Etat-providence pour lesquelles son bilan le rend crédible, alors qu'elles nous semblent hors de portée politique de François Hollande, comme celles de l'assurance-chômage et de la formation professionnelle.

Pour améliorer la vie de ses citoyens, compter dans le monde et rester à la hauteur de ses engagements internationaux, la France doit encore se moderniser profondément. Ni de droite ni de gauche, la science économique aide à délibérer les choix, et elle a informé le nôtre : des deux candidats, Nicolas Sarkozy nous semble le mieux capable de prendre l'avenir à bras-le-corps.

Bernard Belloc, université de Toulouse-I ; Marc Ivaldi, Ecole d'économie de Toulouse et EHESS ; Philippe Mongin, CNRS et HEC ; Philippe Trainar, économiste ; Régis Bourbonnais, Paris-Dauphine ; Philippe Chalmin, Paris-Dauphine ; Eric Chaney, économiste ; Jacques Crémer (CNRS) ; David Encaoua, Paris-I ; Claude Gamel, Aix-Marseille ; Louis Lévy-Garboua, Ecole d'économie de Paris et Paris-I ; Philippe Gagnepain, Ecole d'économie de Paris et Paris-I ; Jean-Pierre Laffargue, Paris-I ; Michel Moreaux, Toulouse ; Christian Morrisson, Paris-I ; Bertrand Munier, IAE Paris ; Emile Quinet, Ecole d'économie de Paris et Ecole des ponts ParisTech ; Dominique Roux, Paris-Dauphine ; Jacques Thépot, Strasbourg.